

Article R4163-20 du Code du travail - Compte professionnel de prévention

Date de mise à jour : 28 Novembre 2024

Notre analyse

Dès qu'un salarié est considéré, après application des mesures de protection collective et individuelle, comme étant exposé à certains facteurs de risques professionnels dits de "pénibilité" au-delà des seuils d'exposition définis par la réglementation, l'employeur consigne cette exposition dans une déclaration via la déclaration sociale nominative (DSN).

Le C2P est automatiquement ouvert lorsque l'employeur déclare l'exposition du salarié à un ou plusieurs facteurs de risques professionnels pris en compte, au delà des seuils fixés. Cette déclaration ouvre, pour le salarié exposé, un droit à l'acquisition de points sur son compte professionnel de prévention (C2P). Ces points correspondent donc aux données d'exposition déclarées par l'employeur.

Le titulaire d'un C2P peut décider d'affecter en tout ou partie les points acquis sur son compte à l'une des 4 utilisations possibles suivantes :

- la prise en charge de tout ou partie d'une formation lui permettant d'accéder à un emploi moins exposé aux facteurs de risques professionnels ;
- le financement du complément de sa rémunération et des cotisations et contributions sociales en cas de réduction de sa durée du travail (passage à temps partiel).
- le financement d'une majoration de durée d'assurance vieillesse et d'un départ en retraite avant l'âge légal (retraite anticipée).
- le financement d'un projet de reconversion professionnelle pour accéder à un emploi non exposé aux facteurs de risques professionnels.

Le salarié peut utiliser les points de son C2P en effectuant une demande [en ligne](#).

La demande peut également être adressée à la Carsat de sa résidence, ou de son dernier lieu de travail en France (en cas de résidence à l'étranger). La demande d'utilisation des points ne peut intervenir qu'à partir de l'inscription des points sur le C2P.

Lorsque le salarié souhaite utiliser ses points pour financer des actions de formation professionnelle ou un projet de reconversion professionnelle, il doit faire l'objet d'un accompagnement préalable par un conseiller en évolution professionnelle. Une fois cet accompagnement préalable réalisé, le conseiller informe la Carsat. Cette information peut se faire au moyen d'un téléservice mis à sa disposition.

Article R4163-20 du Code du travail - Compte professionnel de prévention

Lorsque l'opérateur du conseil en évolution professionnelle a réalisé l'accompagnement préalable prévu par l'article [R. 4163-19](#), il informe l'organisme gestionnaire désigné à l'article [R. 4163-15](#). Il peut le faire au moyen d'un téléservice mis à sa disposition.

Des outils utiles à la mise en oeuvre



Compte professionnel de
prévention (C2P)

[Cliquez ici pour accéder à cet outil](#)